

Paris, le 3 avril 2025
N°342

Communiqué de presse

Dialogue économique et financier de haut niveau France-Brésil

Le Dialogue économique et financier annuel de haut niveau entre la France et le Brésil s'est tenu à Paris le 1er avril 2025, en présence d'**Éric Lombard**, ministre français de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et de **Fernando Haddad**, ministre brésilien des Finances.

S'appuyant sur les précédents échanges économiques entre les deux ministères, cette plateforme a été modernisée à la suite de la visite d'État du président Emmanuel Macron au Brésil en mars 2024 et en vue de la visite d'État du président Luiz Inácio Lula da Silva en France en juin 2025. Cette initiative témoigne de l'engagement commun des deux pays à mettre en œuvre le Partenariat stratégique et son Nouveau Plan d'action, fondés sur des intérêts et des priorités partagés et un programme concret avec des projets importants pour renforcer notre coopération dans les domaines économique et financier.

Dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques croissantes, des défis pour le commerce multilatéral et des enjeux climatiques urgents, la France et le Brésil partagent une ambition commune : exploiter pleinement le potentiel de leur relation économique bilatérale, en tant que partenaires de confiance et sur un pied d'égalité.

À cet égard, les deux ministres ont souligné qu'un renforcement de leur relation économique bilatérale est essentiel pour la prospérité, la résilience et l'accélération de la transition écologique de leurs économies respectives. Certains des plus grands chefs d'entreprise français ont été invités à prendre part aux discussions avec les deux ministres.

Le Dialogue a également permis des échanges techniques sur leurs stratégies et politiques économiques respectives, notamment sur des questions multilatérales telles que la fiscalité internationale, le Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette, la gouvernance des banques multilatérales de développement et les récents développements de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. Les deux pays ont exprimé leur soutien aux initiatives en faveur d'une fiscalité équitable afin de réduire les inégalités et pour garantir la justice sociale pour tous. Ils ont également échangé leurs points de vue sur les initiatives en matière de fiscalité progressive, notamment les prélèvements de solidarité.

À l'approche de la COP30 à Belém, au Brésil, en novembre 2025, le Dialogue a également porté sur la finance durable. Les deux parties ont convenu de renforcer leur coordination en matière de financement climatique international et de promouvoir conjointement des instruments de financement publics et privés innovants. À cet égard, elles ont eu des discussions approfondies sur la Feuille de route Bakou-Belém pour atteindre 1 300 milliards de dollars et sur le Fonds « Tropical Forest Forever » (TFFF). Les deux parties ont également échangé sur des secteurs économiques clés présentant un fort potentiel de coopération entre la France et le Brésil : les énergies bas carbone, les infrastructures numériques (dont les centres de données), la mobilité urbaine durable, les minéraux critiques et les carburants durables (dont la bioénergie).

Les échanges dans le cadre du Dialogue économique ont contribué à la préparation du volet économique de la prochaine visite d'État du président Luiz Inacio Lula da Silva en France, ont permis de faire le point sur les engagements pris en mars 2024 et mis en évidence des axes d'initiatives conjointes potentielles et de poursuite de la coopération. Les ministres Éric Lombard et Fernando Haddad ont signé un protocole d'accord pour formaliser ce Dialogue.

La prochaine édition aura lieu au Brésil, en 2026. Elle permettra de poursuivre ce dialogue ambitieux en faveur d'une relation économique France-Brésil plus forte sur le long terme.

Contacts presse

Cabinet d'Éric Lombard : 01 53 18 41 20 – presse.minefi@cabinets.finances.gouv.fr

Bureau de presse de Bercy : 01 53 18 33 80 – presse.bercy@finances.gouv.fr